Cuba. Encore ici on ne nous donne aucune précision autre que la déclaration faite dans le communiqué: les représentants des États-Unis ont réaffirmé qu'ils étaient disposés à se consulter promptement sur toute transaction d'importance pour le Canada qui peut être touchée par les contrôles établis par les États-Unis.

Monsieur l'Orateur, cela ne répond pas aux questions concrètes. Verra-t-on se répéter la situation déplorable de l'été dernier quand trois minoteries, filiales appartenant entièrement à des sociétés américaines, ont refusé de mouder du blé canadien parce que la farine serait vendue par l'Union soviétique à Cuba. Le gouvernement a-t-il reçu l'assurance que des incidents de ce genre, qui donnent l'impression que le Canada n'est autre qu'un satellite économique des États-Unis, ne se répéteront pas?

La déclaration du ministre renferme un dernier passage qui m'intrigue. C'est là où il dit que le secrétaire d'État M. Rusk n'a jamais insisté pour obtenir une contribution autre que celle que le gouvernement canadien juge à propos d'assumer à la lumière de ses responsabilités—il s'agissait naturellement de la situation au Vietnam. Sachant avec quel soin le secrétaire d'État aux Affaires extérieures choisit ses mots, afin d'éclaircir ou d'embrouiller les choses au besoin, je suis intrigué par le mot «insister».

Le ministre déclare que le secrétaire d'État Rusk n'a pas insisté pour obtenir de contribution. Je me demande s'il en a demandé une, s'il en a proposé une. J'aimerais que le ministre déclare à la Chambre, à la prochaine occasion, quelle est exactement la position que les délégués canadiens ont adoptée à la réunion de Washington. Il ne suffit pas d'invoquer comme prétexte que le Canada est membre de la Commission internationale de contrôle.

Il me semble qu'il incombe clairement au secrétaire d'État de bien faire comprendre aux États-Unis que, comme ce pays est intervenu unilatéralement dans le Sud-Est asiatique, le gouvernement canadien ne se sent pas obligé d'appuyer son aventure militaire de quelque manière que ce soit, et que le fait que le Canada est membre de la Commission internationale de contrôle n'y est pour rien.

[Français]

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, nous avons écouté avec attention la déclaration de l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin).

Je le remercie de m'avoir envoyé une copie de son communiqué. Seulement, j'attire son attention sur le fait qu'il m'a envoyé cette copie en langue anglaise. Or, nous entendons tous les ministres de la Couronne nous dire que nous avons deux langues officielles au Canada. Je me demande un peu ce que le chef de l'opposition aurait dit s'il avait reçu cette déclaration en français et non en anglais.

L'hon. M. Martin: S'il est vrai que j'ai envoyé le texte en anglais à l'honorable député, je dois dire que le texte en français qui lui était destiné a été reçu par l'honorable député de Burnaby-Coquitlam (M. Douglas).

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je demanderai à l'honorable ministre d'informer les fonctionnaires de son ministère que le chef du Ralliement des créditistes n'est pas le chef du Nouveau parti démocratique et que nous ne voulons pas du chef du Nouveau parti démocratique au Ralliement des créditistes.

Monsieur l'Orateur, quatre points principaux se dégagent du communiqué de l'honorable ministre.

Premièrement, les investissements américains au Canada;

Deuxièmement, le commerce avec les pays communistes, pour lequel nous devons avoir la bénédiction des Américains;

Troisièmement, la situation au Vietnam;

Quatrièmement, la coopération, dans d'autres domaines, avec les États-Unis, soit en l'occurrence la question de la pollution des eaux des Grands lacs, etc.

Mais il y a un point auquel nous devons attacher un peu d'importance, parce que le communiqué ne change pas grand-chose aux déclarations que nous avons entendues à la Chambre depuis un mois et demi, c'est-à-dire depuis l'ouverture de la nouvelle session. Je dirais même que ce n'est pas tellement différent de ce qui existait l'an dernier.

Or, le paragraphe qui attire notre attention, et que le chef de l'opposition officielle a lu tantôt, est celui-ci:

[Traduction]

Nous avons précisé de nouveau nos vues et nos objections quant aux répercussions que peuvent avoir au Canada les principes directeurs, tels qu'on les a généralement interprétés, sur l'investissement direct. La réponse des États-Unis indiquait clairement que ces directives fournies à l'entreprise américaine ne visaient nullement à faire en sorte que les sociétés au Canada soient priées de fonctionner autrement qu'en conformité de leurs objectifs commerciaux ordinaires.